



Front de luttes - octobre 2011

La crise du capitalisme s'aggrave chaque jour. La classe dominante capitaliste est impuissante à enrayer la crise de son système.

Durant des années, des politiciens comme Fillon nous ont rebattu les oreilles sur le thème les sacrifices d'aujourd'hui sont les emplois de demain, les « aides aux entreprises » (les centaines de milliards depuis 20 ans) sous sa voie pour retrouver la « confiance » et la relance économique. Les résultats sont là. Les sacrifices pour le travail perdurent toujours plus marqués, les entreprises aidées spéculent plus que jamais et le Capital fait appel aux véritables producteurs de richesse pour payer et combler les pertes boursières.

Injustice permanente.

Des politiciens comme Sarkozy, Chirac considèrent que les promesses n'engagent que ceux qui les croient. « Travailler plus pour gagner plus », « Zéro SDF » pas de hausse d'impôts, « suppression de postes pour augmenter les enseignants », « défense et relance de l'industrie », autant de propos démagogiques qui se sont traduits en réalité par l'inverse : travailler plus et plus longtemps pour gagner toujours moins. Les SDF et les pauvres n'ont jamais été aussi nombreux (8 millions), quant aux impôts, ils n'ont cessé d'être augmentés (CSF pour moins de remboursements, TVA ..., alors que les cadeaux fiscaux aux richards se montent à 75 milliards. L'industrie est plus sinistrée que jamais avec la perte de 250 000 emplois sous le pouvoir de Sarkozy ... et le pouvoir d'achat des travailleurs ne cesse de baisser pour alimenter les immenses profits du Capital.

D'autres politiciens « à gauche » comme Hollande, reprochent au gouvernement « son manque de rigueur pour appliquer la rigueur ». Jugeons sur pièce. Il ne s'agira pas (avec l'énième plan de rigueur de Fillon) du budget le plus rigoureux depuis 1945 ... Est-ce que ces mesures de 6 à 8 milliards seront suffisantes ? Sûrement pas ! ».

Ceux qui malgré tout croient au changement avec le PS sont prévenus. Mais, là rien de surprenant. Pendant des années, on nous a bassiné avec « l'Europe » qui de Maastricht à l'euro devait nous apporter la « justice sociale », la « prospérité ». Cette UE craque de partout. L'inégalité de développement opère et les pays pauvres à leur entrée ... sont toujours les pauvres. Quand on voit la Grèce sous tutelle allemande avec la complicité des capitalistes grecs, cela a de sinistres réminiscences !

Cette Europe impérialiste et son bilan sont rejetés de plus en plus massivement par les peuples. Toutes les contradictions du capitalisme vont aller en s'exacerbant. L'austérité et l'appauvrissement qui en découle vont aggraver la crise de surproduction et la déflation.

Dans le même temps, la résistance populaire s'amplifie : Indignados qui dénoncent droite et « gauche », précarité et misère de la jeunesse, grèves générales conduites par l'héroïque classe ouvrière grecque, manifestations politiques (Grèce, Italie, Portugal, Grande-Bretagne ...).

L'argent existe avec les profits et les dividendes, les mega-fortunes de l'oligarchie financière, refusons le chantage à la dette et à la crise, refusons de payer leur crise et leurs dettes !

En France, la mystification électorale présidentielle opère et repousse les échéances et attentes aux résultats électoraux, toutes les conquêtes l'ont été par les luttes et les grèves. C'est l'arme du travail contre le Capital.

Dès maintenant, refusons le rêve dangereux du réformisme, d'un altercapitalisme « sans finance » mais « productif ». L'ignorance des lois du capitalisme n'a jamais créé les conditions de la véritable alternative populaire. La bourgeoisie capitaliste a conduit les peuples au bord de la catastrophe économique.

Faisons grandir ce mot d'ordre, c'est le capitalisme qu'il faut virer !

Dans tous les combats, les communistes de l'URCF relieront concrètement la lutte quotidienne (contre les conséquences du capitalisme et de sa crise structurelle) à la lutte générale contre le capitalisme-impérialisme et démontreront patiemment que la révolution socialiste est la seule alternative populaire au capitalisme.

La lutte sera longue mais nous vaincrons !

Luttes pour les salaires

La revendication centrale et unifiante soutenue par l'URCF est d'exiger le SMIC à 1600 euros nets, l'augmentation générale des salaires et des pensions de 300 euros nets mensuels. A chaque militant et travailleur de faire grandir cette double exigence dans sa section syndicale et dans sa confédération. La question des salaires est un des axes centraux des luttes dans lesquelles s'impliquent les militants de l'URCF. La revendication d'une augmentation de 300 euros pour tous, est popularisée par le mouvement ouvrier et repris par de nombreux ouvriers en lutte, en particulier dans le secteur privé.

Alors que les grands PDG s'octroient des salaires et des indemnités de départ inimaginables supérieurs à plusieurs millions d'euros, que les profits des entreprises qui le composent ont encore doublé en 2010, les salaires sont loin de rattraper les hausses du coût de la vie liées précisément à l'augmentation des profits et aux conséquences du passage à la monnaie unique. Les prix de l'énergie s'envolent, la privatisation d'EDF-GDF devant induire des hausses beaucoup plus élevées afin de rémunérer les actionnaires ; ceux des loyers, pour lesquels les familles consacrent souvent la moitié de leurs revenus, ont augmenté d'environ 4% par an alors que 5 Millions de personnes sont officiellement mal logés ou sans toit.

Un salarié sur six est payé au smic, tandis que de nombreux travailleurs jeunes, stagiaires, à temps partiel, vivent avec à peine 600 euros par mois. La baisse du pouvoir d'achat depuis 2000 est estimée à plus de 10%.

Bien entendu, la faiblesse des salaires entraîne une insuffisance des prestations sociales (salaires indirects), une baisse du pouvoir d'achat des retraités et des privés d'emploi, toujours plus nombreux.

Les travailleurs doivent unifier les luttes pour augmenter la part des salaires dans la richesse qu'ils créent.

L'URCF revendique le smic à 1600 euros net, l'augmentation de 300 euros pour tous, tout en liant la lutte pour les revendications immédiates, indispensable et incontournable, à la dénonciation générale des fondements du capitalisme. **Sous le socialisme, la plus-value produite servira directement à satisfaire les besoins sociaux (y compris par la hausse des rémunérations) et à développer l'économie planifiée démocratiquement au service des travailleurs.**

Crédit Mutuel Arkéa (Bretagne, Sud-Ouest, Massif central).

Depuis fin septembre, la grève au Crédit Mutuel Arkéa (Bretagne, Sud-Ouest, Massif central) a été reconduite notamment en Assemblée générale devant le siège du groupe au Relecq-Kerhuon (Finistère).

Depuis le début de ce conflit social, le 27 septembre, l'intersyndicale CFDT-CGT-FO-UNSA-SNB revendique une augmentation de salaire de 60 points (environ 150 euros par mois), éventuellement dégressive pour les plus hauts revenus.

Au cours d'une conférence de presse vendredi 07 octobre, les secrétaires généraux de trois fédérations des banques et assurances (CFDT, UNSA, CGT) ont apporté leur soutien aux salariés.

Ce mouvement s'est cristallisé après la révélation de fortes hausses des rémunérations des cadres dirigeants du groupe, jugée encore plus "déplacées" dans ce réseau bancaire mutualiste, qui emploie plus de 8.000 personnes.

C'est bien l'augmentation de 30% des salaires des dirigeants qui a donné des idées aux travailleurs qui se sont mis en grève pour demander des augmentations et contre la tentative de la direction d'introduire l'individualisation des salaires, c'est à dire de les lier aux résultats. Le mouvement a entraîné de nombreuses assemblées générales et des fermetures d'établissements, surtout en Bretagne.

"Ce conflit est révélateur d'une ambiance générale en France, les gens dans le secteur bancaire ne sont pas les plus pauvres, mais ils sont indignés par leurs dirigeants qui s'octroient des bonus et des salaires faramineux, ils ont soif de respect et de reconnaissance", a déclaré la secrétaire générale de l'UNSA.

Ipsos France (sondage).

Les vacataires de l'institut de sondage Ipsos France, en grève depuis douze jours pour réclamer une prime sur les dividendes plus élevée, ont voté la poursuite de leur mouvement sur les sites de Bordeaux et de Plérin (22). De leur côté, les vacataires de Paris, troisième site en grève, n'ont pas voté, mais certains ont repris le travail.

Les vacataires ont entamé la grève le 6 octobre pour dénoncer le montant de la prime sur les dividendes de 24 euros. Dans un communiqué, les vacataires de Bordeaux et de Plérin ont réclamé 300 euros nets pour chaque vacataire et le paiement des heures de grève. La prime sur les dividendes, dite de "partage des profits", est obligatoire pour les entreprises de plus de 50 salariés ayant versé un dividende en progression par rapport à la moyenne des deux années antérieures. Ipsos France emploie quelque 1200 personnes, dont environ 600 permanents et 600 vacataires, et a réalisé 103,2 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2010.

Matoury (Guyane).

A Matoury (colonie française de Guyane), des salariés du magasin But sont en grève depuis deux mois, exigeant des augmentations de salaire de 100 euros net par mois et une amélioration des conditions de sécurité, suite à la multiplication des accidents du travail. La Cayennaise de Distribution (LCD), composante de la CAFOM (Centrale d'achat Française pour l'Outre-Mer) a proposé une augmentation mensuelle de 20 euros brut et une prime de 30 euros liée à la réalisation d'objectifs. Une proposition rejetée par les grévistes. Le 12 octobre, la direction avait assigné en référé quatre délégués du personnel pour "violation de la propriété privée, entrave à la liberté du travail et de circulation". Les travailleurs, de nationalités diverses (Guyanais, Brésiliens, Haïtiens, Français) luttent côte à côte pour leurs revendications. Le chiffre d'affaire de But en Guyane a augmenté de 5,1%, tandis que les réserves de But s'élèvent à 3,37 millions. Les travailleurs se contentent par contre d'un salaire de base inférieur à 1000 euros, complété par des primes liées aux résultats qui peuvent certes le faire monter à 2000 ou plus, mais qui n'entrent pas en compte pour la retraite et qu'il est toujours plus facile de remettre en question. Selon l'INSEE, les prix à la consommation ont augmenté de 2,3% sur un an, la plus forte hausse étant celle des prix de l'énergie.

Luttes pour l'emploi et les conditions de travail

*Le mot d'ordre URCF immédiat de **nationalisation sans indemnités** des monopoles et entreprises casseurs d'emploi doit devenir le bien commun du mouvement populaire ; mot d'ordre qui nécessitera des luttes de classes de grande ampleur qui poseront la question du bris de l'Etat bourgeois. L'urgence du moment est de sauver nos emplois par la lutte. Autour de chaque usine, entreprise, service public fermés, formons des comités populaires de luttes locaux avec tous ceux qui pâtiront de la perte d'activité, forgeons les solidarités de classe décisives qui créeront un rapport de force supérieur obligeant le capital à céder sur nos revendications.*

- **Pour sauver nos emplois, nos axes de luttes sont :**
- **Plan national de luttes contre le chômage.**
- **Interdiction des licenciements.**
- **Suppression des CDD par la généralisation des emplois en CDI.**

Les revenus des privés d'emplois (« chômeurs ») devront être revalorisés, avant l'interdiction des licenciements, il est nécessaire que les indemnités en cas de licenciements se montent à 90 % du salaire.

- **Nationalisation sans indemnités** des entreprises casseuses d'emploi avec contrôle ouvrier et création de vastes pôles de services publics (banques et crédit, logement, santé, Energie, **transport**, agro-alimentaire, Education,- Recherche-Culture-Communication-Poste).

Lycées (Education nationale).

Plusieurs centaines de lycéens ont manifesté jeudi 6 octobre à Paris et ont bloqué des établissements en région parisienne, pour lutter contre des "conditions de rentrée catastrophiques" à cause des suppressions de postes.

A Paris, une dizaine de barrages filtrants ont été installés devant des lycées.

Quelque 400 lycéens se sont rassemblés dans la matinée place de la Nation avant de défiler vers la Bastille. Ils venaient de Paris et de la région parisienne.

Les lycéens, qui se sont donnés rendez-vous par SMS, ont ensuite rejoint la Bastille en scandant "Sarko t'es foutu, les lycéens sont dans la rue".

Bloqués à la mi-journée devant l'Opéra Bastille par un cordon de CRS, ils ont indiqué que des assemblées générales se déroulaient dans des lycées. Beaucoup viennent de lycées parisiens: Paul-Valéry (XIIe), Turgot (IIIe) ou Victor-Hugo (IVe).

"Après la grève du 27 septembre, on réclame l'arrêt des suppressions de postes et on est contre la réforme du lycée et la réforme de la licence", a dit une lycéenne de Ravel, affirmant que la mobilisation était spontanée et ne répondait pas à un appel d'organisations syndicales lycéennes.

Un blocage a aussi eu lieu brièvement tin au lycée Eugène-Ionesco d'Issy-les-Moulineaux.

"Partout en France, des lycées sont bloqués, les lycéens sont mobilisés pour protester contre les conditions de rentrée catastrophiques imposées par la politique de Luc Chatel", a dit le président de l'UNL, principal syndicat de lycéens, qui n'était pas en mesure de faire, à la mi-journée, un bilan de la mobilisation.

"Pour tous les lycéens, c'est la pire rentrée de notre vie, que ce soit dans les meilleurs lycées ou dans les pires", a-t-il ajouté, en précisant que la contestation avait commencé "dès le 3 septembre", jour de la rentrée, avec des assemblées générales.

Le 8 novembre une bousculade s'est produite devant la cité scolaire Balzac, à Paris (XVIIe), quand des lycéens ont entrepris d'empêcher la police de débloquer les accès de l'établissement. Un élève mineur a été embarqué par la Police. En soutien au personnel enseignant et administratif en grève contre des suppressions de postes et des classes surchargées, des élèves ont bloqué avec des chaînes les accès à l'établissement.

L'inspecteur d'académie est venu annoncer aux professeurs grévistes la création d'un poste équivalent temps plein de surveillant, "*un effort conséquent en cette période*", a-t-il estimé...

L'Indépendant (journal, groupe Sud Ouest).

Les salariés de l'Indépendant, quotidien de l'Aude et des Pyrénées-Orientales ont voté la grève le vendredi 07 octobre contre la suppression d'une trentaine d'emplois.

L'Indépendant, propriété du groupe Sud-Ouest à travers les Journaux du Midi (JDM), est sous le coup de l'annonce récente d'un plan social.

Sur les 158 postes qui disparaîtraient en 2012 au sein des JDM, 27,5 (selon la direction, 33 selon le syndicat SNJ) seraient supprimés à L'Indépendant.

L'Indépendant emploie 175 personnes, dont un peu plus de 80 journalistes.

Pour le secrétaire du comité d'entreprise et délégué SNJ, ce plan représente en fait "*la continuité du démantèlement de L'Indépendant (...) Une fois que ce démantèlement sera orchestré, on ne deviendra plus qu'une agence du Midi Libre*".

Midi Libre et Centre Presse sont deux autres titres des Journaux du Midi également concernés par les suppressions d'emplois. La rédaction de Midi Libre a également entamé vendredi une grève reconductible, afin d'obtenir l'ouverture de négociations sur deux points du plan présenté le jeudi en comité d'entreprise.

Les quotidiens Midi Libre et L'Indépendant (groupe Journaux du Midi) ont été absents des kiosques samedi et dimanche. Dimanche 9 octobre, la reprise du travail au Midi Libre a été votée.

Un nouveau préavis de grève a été déposé pour jeudi 13 octobre, date d'une rencontre au siège des Journaux du Midi, à Saint-Jean-de-Védas (Hérault), entre les représentants du personnel et Pierre Jeantet, président du conseil de surveillance de Midi Libre et PDG du Groupe Sud-Ouest.

Le mouvement de grève a été "*suspendu au bon déroulement de la négociation qui aura lieu jeudi, avec la possibilité pour la rédaction de refaire grève jeudi soir ou vendredi si les négociations de jeudi se passent mal*".

Le plan social, qui vise à diminuer de 8 millions d'euros la masse salariale, avait été présenté lundi au niveau du groupe JDM. Il concerne 158 postes, dont 123 en CDI, et a été détaillé depuis dans les entités du groupe: Midi Libre, Centre Presse, L'Indépendant, l'Imprimerie du Midi et MidiMedia, société en charge de la pub.

Réunis en assemblée générale à Perpignan, les salariés de l'Indépendant ont également voté la levée du mouvement et la reprise du travail.

Dans l'édition de lundi du Midi Libre et de L'Indépendant figurait une page consacrée à "*l'explication à nos lecteurs des raisons du mouvement, et de la reprise du travail*".

Les revendications des salariés sont : « *pas de licenciements secs, une révision du nombre de départs, qui nous semble hallucinant, le non-démantèlement de l'entreprise et la garantie pour L'Indépendant de garder ses services* ». Plusieurs autres points suscitent la colère des salariés, à commencer par le service photo qui "va passer de 27,8 à 9 postes", et la "suppression des secrétaires de rédaction".

Constellium (transformation d'aluminium).

Des ouvriers du groupe de transformation d'aluminium Constellium, en grève contre la suppression de 127 postes sur 207 sur le site de Ham (Somme), bloquaient mercredi 12 octobre une nationale menant à leur usine.

Les salariés de Constellium, ex-Alcan EP, lui-même héritier de l'ancien industriel français Pechiney, avaient tenté de séquestrer quatre de leurs dirigeants pour le week-end, le 16 septembre, mais ceux-ci s'étaient échappés dès la première nuit avec l'aide des gendarmes.

Ce mouvement de lutte intervient alors qu'un dernier comité central d'entreprise devait réunir direction patronale et syndicats vendredi 14 octobre à Saint-Florentin (Yonne) sur ce plan social, qui prévoit de supprimer 100 postes et d'en muter 27 autres. Les syndicats doivent y émettre leur avis, dernière étape avant le début des licenciements.

"*On a mis en place des bonbonnes d'acide près de la route pour leur mettre la pression*", a averti un délégué. "*On veut pouvoir discuter pour faire partir dignement ceux qui sont licenciés*".

L'intersyndicale réclame "*une prime supra-légale correcte et non ce qu'ils proposent, à savoir 18.000 euros. Nous on veut discuter à partir de 40.000 euros*", a-t-il indiqué.

Le lendemain les travailleurs ont décidé de lever la grève, la direction patronale ayant accepté des négociations.

La direction propose 37.000 euros pour les départs volontaires et 25.000 pour les licenciements. Direction et salariés sont également en désaccord sur les primes de pénibilité.

L'usine, qui fabrique des profilés en aluminium (cadres de fenêtres, barres et structures), est arrêtée, l'entrée est cadenassée.

Si L'URCF salue cette lutte à laquelle elle apporte son soutien, y compris dans ses formes radicales, la solidarité implique aussi la franchise et la critique des insuffisances. Les communistes révolutionnaires doivent soutenir et développer les luttes et la solidarité de classe, les diriger contre les profits pour les emplois et les salaires. Les luttes, aussi radicales soient-elles, qui se résument à des augmentations d'indemnité de départ ou de primes de licenciements, s'éloignent des intérêts de classe des ouvriers. ***Nous ne nions pas la nécessité de cette douloureuse bataille, mais à l'issue seulement d'un combat général non victorieux pour le maintien des emplois*** et des sites qui nous font survivre aujourd'hui et ferons survivre nos enfants demain. L'absence organisée de véritable solidarité et de lutte à l'échelle nationale, conséquence du syndicalisme d'aménagement et d'accompagnement de la bureaucratie ouvrière, livre les travailleurs à leur propre sort.

Constellium est détenu à 51% par le fonds Apollo, à 31% par Rio Tinto et à 10% par le Fonds stratégique d'investissements (FSI).

Alcatel-Lucent (électronique).

Le 14 octobre 2011, des salariés du groupe Alcatel-Lucent se sont mis en grève après l'annonce dans la presse de la cession de l'activité de vente de logiciels pour centre d'appels et visio-conférence (Genesys) où travaillent 40 salariés. L'équipementier téléphonique franco-américain devrait la vendre au fonds Permira pour près de 1,5 milliard de dollars. Cette opération s'inscrit dans une suite de cessions d'activités dites "par appartements", accompagnées de pressions envers les travailleurs pour les pousser à quitter l'entreprise. Alcatel-Lucent compte 78000 salariés dans le monde, dont environ 10000 en France.

Groupama (assurances).

Le 18 octobre, des salariés de Groupama ont fait grève sur plusieurs sites de la branche Grand Est pour dénoncer des méthodes jugées "brutales" dans la réorganisation régionale du groupe. Plus de la moitié des plus de 1500 salariés de Groupama Grand Est ont participé à la grève et à des rassemblements. Quelque 400 salariés ont manifesté devant le siège régional du groupe à Schiltigheim et 250 à Dijon. La réorganisation de Groupama dans le Grand Est depuis le début de l'année a notamment eu pour conséquence la fusion de certains services et des mutualisations de moyens, avec là aussi des pressions sur le personnel.

La Poste.

Toujours le 18 octobre, une vingtaine de facteurs dépendant du CC d'Échirolles, en grève depuis quatre semaines, ont installé des tentes devant la direction départementale de La Poste à Grenoble pour dénoncer un projet de réorganisation de la distribution du courrier, la sécabilité des tournées et les suppressions d'emplois. Une banderole dénonce la casse du métier de facteur tandis que plusieurs affiches intitulées "Yes We Camp" invitent la population "victime de la crise du capitalisme" et les usagers à rejoindre les manifestants. Un appel au soutien a été lancé: Chèques à l'ordre de Solidaires 38 (au dos soutien facteurs d'Échirolles). Envoi à SUD PTT 38/73 12b rue des trembles 38100 Grenoble.

A Pantin PIAC (Seine-Saint-Denis), centre de tri fonctionnant essentiellement avec des intérimaires et en cours de fermeture, l'activité tourne au minimum tandis que les machines s'en vont à la ferraille. Des agents sont mutés dans divers centres de l'Ile-de-France, avec parfois des baisses de salaire de plusieurs centaines d'euros, des horaires impossibles, un allongement de leur trajet. La plupart des intérimaires ont été remerciés; certains ont pu trouver une place à Roissy. Il reste à obtenir leur embauche. Le rôle des syndicats réformistes, en particulier de la CFDT, a été déterminant pour accompagner la fermeture d'un certain nombre de centres en négociant des primes de départ au lieu de s'y opposer radicalement.

Dans les bureaux de poste du département, transformés en libres-services où il devient difficile de se procurer des timbres, les guichetiers sont remplacés par des distributeurs automatiques. A Saint-Denis, des salariés précaires prêtés par l'association "Partenaires pour la Ville", lancée à l'époque de la création des Emplois Jeunes sous le gouvernement de Gauche Plurielle (PS-PCF-verts) sont chargés d'orienter les usagers et effectuent même des opérations postales à la place des agents assermentés. Ceux-ci ont tout intérêt, avec leurs syndicats, à exiger leur titularisation et à s'opposer à la liquidation du service public et de leur statut.

Société Bretonne de Réparation Navale (Sobrena).

Le 20 octobre, des salariés de la Société Bretonne de Réparation Navale (Sobrena) ont occupé le siège de la direction de l'entreprise à Brest, retenant le patron Meunier, pour exiger le maintien de l'entreprise et de l'emploi et un engagement de l'Etat dans ce sens.

Le 4 novembre, plus de 200 grévistes ont occupé les locaux de Meunier SA, après avoir appris par la presse que deux administrateurs provisoires avaient été nommés, alors qu'aucune information n'avait été adressée aux représentants du personnel. Un opération escargot a été menée sur la rocade menant au site. Les travailleurs sont prêts à poursuivre la lutte s'ils n'obtiennent pas de garantie pour leur avenir.

Areva NC (nucléaire).

Les salariés d'Areva NC, branche nucléaire du groupe Areva se sont mis en grève pour faire pression sur la direction dans le cadre des renégociations d'un accord d'entreprise sur les conditions de travail, la retraite... Le taux de grévistes s'est situé entre 60% et 80% selon les équipes. Les manifestants ont organisé des rassemblements devant les sites de La Hague (Manche), de Marcoule (Gard) et de Pierrelatte (Drôme). La direction veut notamment remettre en cause les accords liés à la pénibilité. Fin 2010, elle a décidé de ne pas reconduire l'accord d'entreprise arrivant à échéance en septembre 2011. Depuis le début de l'année, des réunions de négociation ont lieu toutes les semaines. Un accord doit être signé en mars prochain. Areva NC emploie 6700 personnes en France.

Fonderie du Poitou Aluminium.

Le 21 octobre, le lendemain du placement en redressement judiciaire de la Fonderie du Poitou Aluminium (FDPA), fondée par Renault, propriété de Montupet, les travailleurs ont entamé leur huitième semaine de grève. Lors d'une assemblée générale, ils ont reconduit le mouvement dans l'attente de garanties écrites de la part de l'administrateur judiciaire. *"L'intersyndicale a demandé la confirmation du retrait du plan de compétitivité. Me Bourbouloux nous indique que le plan n'a plus lieu d'être donc nous lui avons demandé de l'écrire"*. Le plan "de compétitivité" de la direction prévoyait des réductions de salaires de 25% pour les ouvriers et de 15% pour les cadres. Une procédure de cessation de paiement avait été enclenchée suite au blocage de l'usine, basée à Ingrandes (Vienne) et qui emploie 474 personnes. Les travailleurs revendiquent aussi la réintégration de l'usine au sein de Renault pour lequel ils produisent.

Musée d'Orsay.

Le 23 octobre, les agents du Musée d'Orsay à Paris étaient en grève contre le sous-effectif, suite aux mesures d'économies du Gouvernement (plus de 30 postes supprimés en deux ans), alors que de nouveaux espaces ont été ouverts, pour lesquels les syndicats chiffrent les besoins en personnel supplémentaire à au moins vingt. Il n'est pas bien difficile de concevoir qu'un système qui n'a pour but que d'assurer le maximum de profits à la classe possédante et qui, pour ce faire, consacre 300 milliards pour renverser par la force l'Etat libyen et s'emparer de son pétrole, n'a que faire d'assurer au peuple l'accès à l'art et à la culture. Par ailleurs, la répression s'exerce contre des militants syndicaux des Archives Nationales qui refusent le démantèlement de celles-ci au profit d'une "Maison de l'Histoire de France" qui absorberait une dizaine de musées nationaux et promouvrait une vision réactionnaire de l'histoire et de la culture.

Alizay (papeterie, Eure).

Le 24 200 salariés de la papeterie d'Alizay (Eure) du groupe finlandais M-Real ont manifesté à proximité du ministère de l'Agriculture à Paris, pour s'opposer à la fermeture de l'usine. Une délégation de salariés et d'élus a été reçue dans la matinée par le ministre Bruno Le Maire, élu UMP de l'Eure. *"En comptant les sous-traitants, la fermeture de l'usine laisserait près de 600 personnes sur le carreau"*, selon le secrétaire du CE et élu CGT Thierry Philippot. Bloqué par les forces de répression à quelques centaines de mètres du ministère, le rassemblement a réuni des salariés et des sous-traitants de M-Real, ainsi que des élus et des habitants d'Alizay. Des manifestants ont recouvert la chaussée de feuilles de papier et ont distribué des ramettes aux automobilistes.

Le groupe finlandais avait mis en vente début mai l'usine dans le cadre d'un vaste plan de restructuration européen qui vise à transformer M-Real, qui fabrique différentes sortes de papiers et de la pâte, en "une société dédiée au carton d'emballage". Des travailleurs de M-Real ont aussi participé à la manifestation du 26 octobre à Rouen pour protester contre la désindustrialisation de la France. D'autres travailleurs d'entreprises menacées de fermeture, comme ceux de la raffinerie Petroplus de Petit-Couronne en Seine-Maritime où 120 emplois sur 550 doivent être supprimés étaient présents. Des blocages de routes ont eu lieu. Les travailleurs ont d'ailleurs remis cela le trois novembre en organisant, à l'initiative de l'UD CGT 76, des barrages filtrants. Les travailleurs accusent la direction de M-Real, qui a déjà imposé deux plans de suppressions d'emplois, de préférer fermer l'usine et supprimer 330 emplois plutôt que de la voir reprendre par un concurrent.

La seule solution pour garantir l'emploi des travailleurs de l'usine et des sous-traitants est de lutter pour la nationalisation en expropriant les capitalistes finlandais de leurs avoirs en France, lutte qui devra se prolonger dans la prise révolutionnaire du pouvoir politique par la classe ouvrière et sa propriété sur les banques, terres et usines.

Air France.

Le 29 octobre, une partie du personnel de cabine d'Air France s'est mis en grève à l'appel de la plupart des syndicats contre les réductions d'effectifs par équipage. Le 30, des techniciens d'un service d'Air France, qui s'occupent notamment de la préparation, des plans et du suivi des vols, ont débrayé pour demander une valorisation de leur métier. A Orly, ce sont les travailleurs d'Alyzia sûreté, filiale d'Aéroports de Paris (ADP), qui étaient en grève depuis le 22 octobre pour de meilleures conditions de travail, contre les vacances de 10 heures. Ils ont manifesté à l'aéroport d'Orly-ouest le dimanche après-midi. Basés à Orly-sud, l'autre aérogare de l'aéroport parisien, ces salariés sont chargés de contrôler les voyageurs lors de leur passage aux postes d'inspection filtrage. En Corse, l'aéroport d'Ajaccio était encore occupé par des travailleurs d'Air France pour obtenir la titularisation de 28 CDD (une pétition est en ligne sur le site de la CGT). Un mouvement identique concernant 17 travailleurs précaires dont le tribunal des prud'hommes a demandé la titularisation a eu lieu à Bastia.

La crise générale du capitalisme confirme pleinement les enseignements du marxisme-léninisme. Ce mode de production, plus que jamais pourrissant et parasitaire, s'avère incapable de satisfaire les besoins même élémentaires de l'humanité ; il doit être détruit par une révolution qui permette de continuer le progrès social, de conquérir une démocratie véritablement populaire et d'assurer ainsi les libertés démocratiques. Seul le socialisme est la réponse d'avenir à la barbarie capitaliste, à sa gabegie mondiale.

Mais il y a loin de la nécessité à la réalité.

La destruction du PCF comme parti ouvrier, réellement communiste et révolutionnaire, par l'opportunisme et le révisionnisme soutenus par le capital, celle de la CGT comme centrale nationale de lutte de classes, continuent d'opérer leurs méfaits, alors que la reconstruction de ces mêmes organisations retarde sur les besoins objectifs.

En analysant les luttes actuelles, on mesure combien, sans organisations révolutionnaires politique et syndicale, l'hétérogénéité du mouvement ouvrier et gréviste est grande, combien le recours amplifié aux solutions individuelles et l'absence de revendications centrales unifiantes conduisent à l'éclatement de luttes isolées (et maintenues dans l'isolement par les bureaucraties d'aménagement du capitalisme). Luttes isolées qui peuvent difficilement être victorieuses.

Notre solidarité communiste doit s'exercer à l'égard de ces travailleurs, laissés à leur propre lutte, qui font preuve d'une courageuse combativité à l'heure où les directions confédérales prônent la résignation et la soumission à l'« ordre social » existant sur le mode « pas de politique ! ».

L'URCF salue aussi toutes les luttes de classes dans les entreprises et ailleurs : ouvriers de la Fonderie du Poitou Alu, contrôleurs aériens de l'aéroport de Metz-Nancy-Lorraine, salariés de Météo France, travailleurs de Sagem Défense Sécurité (groupe Safran).

Ce n'est qu'un début, continuons le combat, sur tout le territoire, auto-organisons-nous en comités de lutte !

Retrouvez sur notre site internet, notre programme de lutte et de Révolution sous le thème : « Le socialisme : seule alternative au capitalisme ».

Rejoignez le combat des communistes-révolutionnaires !

Construisons le parti communiste, ouvrier et marxiste-léniniste dont nous avons tant besoin !

15 novembre 2011

Commission ouvrière et d'entreprises de l'URCF